



C'est le capitalisme qu'on favorise

Monsieur Gattaz, prénom Yvon, président du CNPF (le Medef d'alors), expliquait dans les années 1980 qu'avec moins de contraintes en matière d'emploi les entreprises embaucheraient 471 000 personnes. Les pouvoirs publics de l'époque le crurent, les emplois sont toujours attendus!

Monsieur Gattaz, prénom Pierre, président du Medef, explique que si on allégeait fortement les dépenses publiques et sociales, dont les «charges» des entreprises, de 100 milliards d'euros, 1 million d'emplois pourraient être créés par les entreprises.

Apparemment le président de la République est sensible à ce raisonnement. Il a en effet proposé, lors de ses vœux à la nation le 31 décembre 2013, un «pacte de responsabilité» aux entreprises. Moins de charges, moins de contraintes contre plus d'emploi et «de dialogue social»... Propos confirmés mi-janvier.

L'annonce est révélatrice. Elle se situe dans la logique économique néo-libérale entièrement basée sur la compétitivité-prix, selon laquelle moins le travail est cher plus il y a d'emploi! Au passage, cela s'inscrit dans le dumping dénoncé par ailleurs. Et ce raisonnement, pour idéologique qu'il soit, n'a jamais été démontré...

On comprend mieux d'ailleurs pourquoi l'ANI du 11 janvier 2013, sur la soit disant sécurisation de l'emploi, (que nous n'avons pas signé) avait été qualifié d'historique, car lui aussi s'inscrit dans l'allègement des procédures et plus de flexibilité.

Le président de la République a fixé un objectif à la réforme fiscale: payer moins d'impôts ... Enfin surtout les entreprises, notamment les grandes !

Qu'on le veuille ou non, réduire les fameuses «charges» sociales (ainsi que les dépenses publiques) conduit à fragiliser encore plus les régimes sociaux et le service public, dont la solidarité et l'égalité républicaine.

On appelle cela comme on veut, politique économique de l'offre, néolibéralisme ou libéral socialisme, **le résultat est le même, c'est le capitalisme qu'on favorise.**

Certes, la chose n'est pas nouvelle. Dans les années 1970 un chancelier allemand expliquait que les profits d'aujourd'hui font les emplois de demain!

Un président français dans les mêmes années 1970 expliquait qu'au-delà d'un taux de 41% de prélèvements obligatoires, on serait en régime socialiste !

Un Premier ministre britannique expliquait, quant à lui, que l'économie n'a pas de couleur politique, sous-entendant que c'est une science exacte : **On voit le résultat !**

Au fil des années, les travailleurs se sont vu imposer des remises en cause de droits. Pour autant, ils ne sont pas dupes et n'ont jamais pris des vessies pour des lanternes.

Ce pacte de responsabilité ressemble fortement au pacte de confiance proposé par le Medef, qui a bien évidemment réagi positivement.

Effectivement, le président de la République est aussi, selon sa propre formule, président des entreprises. Certains évoquent la formule de «socialisme de l'offre», ce clair-obscur qui s'appelle un oxymore.

Plus qu'un virage ou un tournant, c'est en quelque sorte un «coming out» libéral.